



INTERVENTION DE LA CGT MEL AU CST DU 28 NOVEMBRE 2024

FACE A LA PROVOCATION DU PRESIDENT ET DE SON VP RH, LA CGT MEL DECIDE DE BOYCOTTER LE CST

Monsieur le Président du CST

A l'occasion du Conseil du 18 octobre, les élu-e-s de la Mel votaient une motion intitulée « *Les élus de la MEL dénoncent les mesures inacceptables imposées aux collectivités pour contribuer au redressement des comptes publics* ». Sincèrement bravo !

Car nous avons cru un instant que nous avions des revendications convergentes entre les élu-es de la MEL et celles et ceux de la CGT. Mais la suite nous a démontré que si la CGT portait haut la défense des services publics et des agent-e-s public-que-s, la MEL, par votre intermédiaire, considérait au contraire les agent-e-s non pas comme des objectifs à défendre au même titre, mais bien comme des variables d'ajustement.

Je ne vais pas revenir de façon exhaustive sur la série d'attaques contre les agent-e-s public-que-s justifiées par les mensonges d'Etat de notre ministre Kasbarian. Vous êtes toutes et tous au courant !

Je préfère rappeler que la MEL, en tant qu'employeur a déjà très largement profité à nos dépens des mesures anti sociales des gouvernements précédents. Parce que s'il y a bien une continuité politique, c'est celle de la politique anti fonctionnaires.

Rappelons par exemple que vous avez bénéficié financièrement de l'aubaine des 1607h vous permettant de nous faire travailler plus, sans augmentation de rémunération. L'allongement des passages d'échelons avec PPCR, la suppression de grades en fin de grille ou la suppression de la GIPA aujourd'hui, sont des décisions qui vous font mécaniquement réaliser des économies sur notre dos. Et je ne parle même pas du gel du point d'indice.

Alors **en février dernier, il y a dix mois quand vous avez annoncé une révision du RIFSEEP avec un « CIA significatif pour toutes et tous »**, nous avons compris que vous étiez disposé à reconnaître l'investissement professionnel des agent-e-s de la MEL, à travers la seule reconnaissance qui vaille, celle de la feuille de paie.

Nous avons toujours porté des revendications pour un CIA collectif, qui correspond effectivement à la réalité de notre travail, marqué par la transversalité et les interactions entre les services et les agent-es. Et vous nous aviez lancé en Février 2024 : « il n'y a pas de tabous, faites vos propositions ! »

Or **ce 19 novembre, vous êtes revenu brutalement sur vos engagements en décidant unilatéralement d'abandonner toute perspective de réévaluation des rémunérations à l'échelle du mandat. Pire encore, vous accusiez les organisations syndicales d'être co-responsables de l'échec.**

Comment pouvez-vous soutenir un tel **mensonge** alors que nous nous sommes prêtés à l'exercice dans le cadre que vous avez imposé. Nous vous avons pourtant proposé l'ouverture de

négociations avec accord de méthode préalable, sur la base du décret de Février 2021, que vous avez une nouvelle fois balayé d'un revers de manche.

Vous nous avez également annoncé que, suite aux annonces de coupes budgétaires du gouvernement dont l'avenir à court terme est plus qu'incertain d'ailleurs, **vous n'aviez même pas voulu présenter l'enveloppe dérisoire d'1,5M € à l'arbitrage du Président** (soit 500 euro par agent-e par an sur un budget de 2Mds). Au vu de votre proximité à toute épreuve avec le Président, nous avons du mal à croire que vous n'avez pas pris son attache. Mais vous auriez dû au minimum intervenir pour qu'il daigne enfin nous recevoir directement comme on l'avait demandé à travers un courrier intersyndical.

Enfin, le message que vous envoyez aux agent-e-s est terrible. À peine les réductions budgétaires annoncées, c'est la rémunération des agent-e-s que vous décidez d'impacter en priorité.

Vous avez manqué d'ambition dans la méthode et le contenu, **vous avez manqué de courage** en ne proposant rien après 10 mois de travail, et **vous avez méprisé les élu-e-s du personnel**.

Comme vous le voyez nous sommes en colère et nous sentons trahi-e-s. Dans ce contexte, il ne nous est pas envisageable prêter le flanc à cette **mascarade d'un dialogue social basé sur des promesses non tenues, la provocation, et le mépris**.

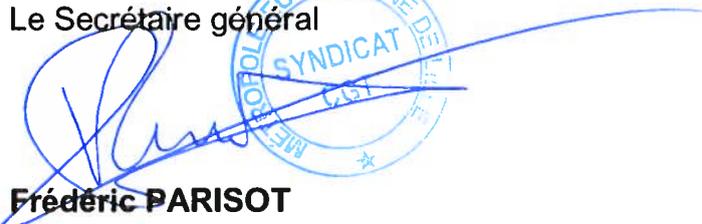
Nous boycotterons donc ce CST en vous laissant quelques plantes vertes puisque c'est ainsi que vous nous considérez.

A la veille de la mobilisation du 5 décembre, vous donnez en tout cas aux agent-e-s un argument de poids pour se mobiliser.

Lille, le 28 novembre 2024

Pour la CGT MEL

Le Secrétaire général


Frédéric PARISOT

